

Améliorer l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement pour les communautés du Nord-Kivu et du Sud-Kivu



Bref du rapport de l'enquête de base d'Uvira

Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID

Date de publication : octobre 2022

Objectifs

L'étude de base a pour objet de collecter des informations sur les niveaux des indicateurs pour constituer une base de comparaison avec les évaluations annuelles, à mi-parcours, et finales. Les données collectées et analysées à partir de l'étude de base devront permettre aux composantes de l'Activité d'améliorer leurs stratégies pour atteindre l'objectif visé par celle-ci.

En plus de mesurer les niveaux de départ des indicateurs d'impact, cette évaluation a intégré quelques questions visant à renforcer et à compléter les données déjà existantes dans l'Activité, notamment les données issues de la sélection des sites, des études de conflits, etc.

Méthodologie

L'évaluation initiale s'est déroulée dans la ville d'Uvira dans le cadre de l'Activité de l'USAID pour une période de collecte de données allant du 08 au 18 avril 2022 et cela dans les 3 communes de la ville d'Uvira (Kanvivira, Kalundu et Mulongwe). Une méthodologie mixte nous a permis de collecter les données avec trois approches principales à savoir la revue documentaire, l'approche qualitative (focus groupes), l'approche quantitative (enquête ménage).

Avec la formule de William Godden, un échantillon représentatif stratifié de 385 ménages a été constitué proportionnellement à la taille d'échantillon de ménages par quartier. 361 réponses ont été analysées après suppression des données aberrantes. Les données quantitatives ont été collectées à l'aide de smartphones, de la plateforme CommCare HQ et ArcGIS.



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN





L'Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID :

“Améliore l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement sûrs pour les communautés du Nord-Kivu et du Sud-Kivu”.

“Augmente la durabilité de la prestation des services d'eau et d'assainissement en travaillant avec divers partenaires”.

“Donne aux communautés congolaises les moyens de conduire le changement dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement”.



République Démocratique du Congo RDC Afrique ; paysage ; rivage ; foule ; eau ; hommes ; femmes ; marché ; moyens d'existence économiques ; boutique ; supérieur.

Introduction

La RDC abrite près de la moitié des réserves d'eau douce d'Afrique, mais seulement 50% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée (*Étude démographique et de santé, 2015*), et seulement 21% des ménages ont accès à un système d'assainissement amélioré.

Pour les provinces cibles de l'Activité - Nord-Kivu et Sud-Kivu - La géologie dominante dans ces zones (roche volcanique poreuse) signifie que, malgré des précipitations annuelles abondantes, il y a souvent très peu d'eau de surface disponible.

A Uvira par contre, il y a plusieurs rivières qui traversent la ville et le lac Tanganyika est à proximité mais le sol est sableux ce qui conduit à une infiltration rapide des eaux après la pluie. Dans le secteur de l'assainissement, la responsabilité est répartie entre des ministères concurrents, ce qui entraîne une confusion dans la planification, la réglementation et le leadership.

L'Activité de l'USAID vise à accroître et à maintenir l'accès durable à l'approvisionnement en eau potable et à des services d'assainissement sûrs grâce à un secteur de marché développé au Nord-Kivu et Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC). Cela sera possible en mettant en œuvre, en affinant et en testant différents modèles basés sur le marché pour la fourniture de services d'eau et d'assainissement.

Cet objectif est réalisé grâce à une recherche solide visant à informer les investisseurs potentiels, les opérateurs et les autorités sur les meilleures pratiques (**objectif 1**), à améliorer l'environnement favorable à la fourniture de services d'eau et d'assainissement (**objectif 2**) et à prouver le potentiel du marché de la fourniture économiquement durable de services d'eau et d'assainissement (**objectif 3**) au Nord-Kivu et Sud-Kivu.

L'Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID est mise en œuvre par un Consortium dirigé par Mercy Corps et soutenu par Tetra Tech et Sanergy.

Sous l'accord de coopération No. 72066020CA00004, l'Activité a débuté le 30 septembre 2020 et elle est prévue de prendre fin le 29 septembre 2025.

Mécanismes de redevabilité

112 personnes soit 34% de notre échantillon global sur les 361 répondants ont déjà soumis des feedbacks et plaintes concernant le secteur de l'eau tels que des questions ou des pannes sur les installations ; et 74 personnes soit 22% ont soumis des feedbacks ou plaintes liés à l'assainissement dans le passé.

Le principal mécanisme de feedback et plainte communautaire utilisé est le face-à-face avec les autorités et les services de gestion de l'eau au niveau communautaire.

Résultats obtenus :

1. Caractéristique de la population

Les répondants à cette étude de base sont répartis entre trois communes de la ville d'Uvira dont Mulongwe, Kavinvira et Kalundu. Sur les 385 répondants, 127 sont de Kalundu, 61 sont de Kavinvira et 197 sont de Mulongwe. Ces répondants sont repartis dans 10 quartiers proportionnellement à la population dans chaque quartier.

60% des répondants sont des femmes tandis que 40% sont des hommes. Le souhait était d'avoir une proportion de 50% hommes et 50% femmes parmi les répondants ; mais quelques cas liés aux absences des hommes dans les ménages pendant la phase de la collecte des données ainsi qu'une forme de résistance de l'homme à répondre à l'enquête si l'homme et la femme sont disponibles au moment du passage de l'enquêteur dans le ménage seraient des situations qui ont conduit à cette différence. L'âge moyen d'enquêtés est de 38 ans (maximum de 85 ans et minimum de 18 ans), avec un taux de sans-emploi évalué à 45% parmi les personnes enquêtées alors que le nombre moyen de personnes dans le ménage est de 9.

Parmi les personnes interrogées, 49% sont des chefs de ménage tandis que 51% sont des conjoints (es) du chef de ménage ou un autre adulte faisant partie du ménage. Parmi les ménages enquêtés, 21% ont une femme comme chef de ménage tandis que 79% ont un chef homme.

Comme signalé précédemment, la majorité d'enquêtés reste sans emploi avec 45% alors que 13% d'enquêtés disent être agriculteurs et 11% font le petit commerce.

Le niveau d'éducation s'est limité au secondaire pour 49% des répondants pendant que 25% se sont arrêtés au primaire, 17% n'ont pas fréquenté d'écoles et 9% sont allés à l'université. 31% seulement des répondants sont affiliés à une organisation communautaire, telle qu'une Association sans but lucratif (ASBL), association féminine et masculine etc.

2. Accès et paramètres liés à l'eau

Le niveau d'accès à des services d'eau de base est faible : 84% des enquêtés n'ont pas un accès à des services d'eau potable de base selon la définition de l'indicateur pendant que 8% ont un accès limité et 8% ont un accès basique. C'est-à-dire que 8% seulement ne sont pas capables d'accéder à l'eau potable et/ou de collecter l'eau et la ramener à la maisons en moins de 30 minutes, selon le Programme Commun de Surveillance (PCS, en Anglais JMP, Joint Monitoring Program).

Concernant les principales sources d'eau de boisson utilisées par les répondants, la canalisation vers un réseau (33%), suivi par les eaux de surface (32%) et robinet publique/borne fontaine (29%). Le reste se répartit en faible pourcentage entre source non protégée, eau de pluie, puits non protégés. Cette utilisation de l'eau de surface pour la boisson démontre la mauvaise qualité de l'eau au niveau de la communauté et cela exprime le besoin en eau de boisson car les analyses démontrent qu'il y a dans l'eau de boisson de la boue (26%), la couleur (14%) et l'odeur (6%).

Cela a comme conséquence la présence de maladies d'origine hydrique telle que la typhoïde (37%) qui reste plus citée, la diarrhée (34%) ; et les enfants filles de l'âge inférieur à 5 ans sont les plus touchées.

Une moyenne de 66 minutes pour un aller-retour y compris le temps d'attente pour s'approvisionner en eau dans la zone d'Uvira pour cette période de collecte des données a été observée. Partant de l'hypothèse sur le manque d'eau en saison sèche, il est possible que ce temps soit aussi long qu'en saison pluvieuse.

La quantité moyenne d'eau collectée est de 11 litres par personne et par jour pour les zones qui ont fait l'objet de notre collecte des données. Il est aussi possible de voir le relief de la ville d'Uvira influencer sur l'accès et le temps car les sites montagneux peuvent avoir une forte difficulté en termes d'accès.

CITATION D'UN DES REpondants

“Pour l'eau de boisson, la quantité est insuffisante au niveau des bornes fontaines car il y a irrégularité dans la fourniture de l'eau.

Pour les forages, ils tarissent souvent et l'eau détiend des particules.

On est obligé de se réveiller la nuit pour aller puiser de l'eau aux bornes fontaines et enregistrer souvent des cas de vols (surtout si les voleurs savent qu'on est sorti pour chercher de l'eau).

Aussi, l'eau coule de fois une fois le mois ce qui fait que les gens prennent même l'eau de la rivière quand elle n'est pas colorée. D'où, le risque de contracter les maladies hydriques”.

3. Assainissement

Les résultats démontrent que 27% des répondants ont un accès basique à un service d'assainissement de base, tandis que 41% ont un accès limité et 32% n'en ont accès.

Nous avons constaté que 32% des répondants de la ville d'Uvira n'ont pas un accès amélioré ni à des services d'assainissement de base ni à des latrines améliorées.

Les influences culturelles liées à la religion musulmane dans la zone d'Uvira, ainsi qu'une disponibilité des espaces (parcelles) et des sols sableux qui restent bien exploitables et demandent moins d'efforts pour effectuer les travaux seraient en grande partie à l'origine de cette tendance de voir plus de 60% de la population avec un accès à des latrines améliorées et à un assainissement limité ou basique. De manière générale, 53% des enquêtés ne partagent pas de latrines avec d'autres ménages contre 47% qui en partagent.

Pour ce qui concerne la disponibilité de points de lavage de mains dans le ménage, nous remarquons que seulement 10% de notre échantillon en disposent et 90% n'en disposent pas.

En termes de disponibilité et d'utilisation de l'eau et du savon auprès des toilettes, 68% des répondants appliquent ces pratiques, tandis que 28% utilisent uniquement l'eau et 5% n'avaient même pas montré le point de lavage de main aux collecteurs des données sur la base de 10% de l'échantillon global par rapport à ceux qui ont un point de lavage de main.

4. Connaissances sur le secteur de l'eau et de l'assainissement

13% de notre échantillon avaient pris part à des études et 87% n'avaient pas participé à des études ou recherches au cours des 12 derniers mois avant l'étude de base, de la part des ONG, gouvernement, universités ou d'autres acteurs (acteurs de la santé, entreprises commerciales etc.).

83% de ces personnes impliquées dans les études, recherches et évaluations sont des hommes. Ces chiffres sont confirmés par les données de focus groups également, dont les participants d'un groupe d'hommes et de femmes sur les six groupes au total ont participé à des initiatives de recherches et/ou d'évaluations au cours des 12 derniers mois.

Les répondants ayant eu l'expérience dans les études, évaluations et recherches, 21% ont assisté à des restitutions d'évaluations, des recherches ou d'études, qu'elles soient associées ou non à ces activités.

Le canal utilisé pour restituer ces résultats est principalement les forums publics avec un score de 46% des répondants qui ont affirmé avoir compris le message partagé mais n'étant pas en mesure de bien expliquer durant la collecte des données et pour cause de non clarté du message partagé et la barrière de la langue comme deux causes d'incompréhension ou frein de communication.




Les participants aux focus groups ont mentionné leurs préférences pour recevoir des résultats ou conclusions des études, qui sont essentiellement les réunions d'échange, les ateliers et les forums.

Selon notre notation des réponses, 6% des enquêtés ont une bonne connaissance de leurs droits et devoirs par rapport à l'eau, 26% des enquêtés ont une connaissance moyenne de leurs droits et devoirs par rapport à l'eau, tandis que 68% ont une connaissance faible.

En différence de sexe, 1% des ménages avec femmes comme chef a une bonne connaissance, contre 4% de ménage avec hommes comme chef de ménage, 5% des ménages avec femmes comme chef ont une connaissance moyenne contre 21% de ménage avec hommes comme chef de ménage et 14% des ménages avec femmes comme chef ont une connaissance faible, contre 53% de ménage avec homme comme chef de ménage.

15% des hommes enquêtés connaissent l'existence de la loi sur l'eau contre 4% des femmes d'après les résultats de nos analyses.



“En termes des droits : avoir accès à l'eau en quantité suffisante et de très bonne qualité et en termes des devoirs, payer l'eau selon la consommation (pas des factures forfaitaires, il faut de compteurs), éviter la perte de l'eau (ne pas laisser les robinets ouverts et quand on puise qu'on ne laisse pas l'eau couler en désordre)”.

— Citation d'un des répondants.

Mécanismes de redevabilité

Plus de 42% des feedbacks sont adressés aux autorités locales (chef des quartiers), 30% aux gestionnaires des réseaux d'eau pendant que 112 personnes soit 34% de notre échantillon global sur les 361 répondants ont déjà soumis des feedbacks et plaintes concernant le secteur de l'eau ; telles que des questions ou des pannes sur les installations et 74 personnes soit 22% ont soumis des feedbacks ou plaintes liés à l'assainissement dans le passé. Le principal mécanisme de feedback et plainte communautaire utilisé est le face-à-face avec les autorités et les services de gestion de l'eau au niveau communautaire.

42% des plaintes soumises par les membres de la communauté ont eu de retour d'informations et réponses et 94% de retour était satisfaisant.

Nous avons trouvé que 23% des répondants affirment une grande confiance que les fournisseurs de services fourniront des réponses aux préoccupations, 11% avec une confiance moyenne et 66% n'ont pas confiance que les fournisseurs de services pourront fournir des réponses aux préoccupations.

Disons que la moyenne de confiance globale reste faible avec un niveau de 4/10.

Conclusion

Il existe un besoin réel d'accès à l'eau de qualité et quantité suffisante : le niveau d'accès à des services d'eau de base est très faible, étant donné que 92% des répondants n'ont pas un accès basique à des services d'eau de base. C'est-à-dire que ces personnes ne sont pas capables d'accéder à l'eau potable et/ou de collecter l'eau et la ramener dans leur maison en moins de 30 minutes et la source n'est pas capable de fournir 20 litres par personne par jour durant toute l'année.

Ces résultats sont soutenus par le temps énorme que les répondants mettent pour accéder à l'eau et aux efforts fournis tels que la distance parcourue, l'argent à contribuer pour le service, etc. Les données disproportionnelles liées aux contributions pour accéder à l'eau dans le ménage restent un élément essentiel pour l'étude future qui sera conduite dans le cadre de l'étude de marché dans la ville d'Uvira afin de confirmer ou infirmer cette disparité observée dans cette étude de base.

La quantité de l'eau pour autres usages semble être disponible mais avec une très mauvaise qualité car issue des eaux de surface (lac et rivières) ; alors que l'eau de boisson reste un problème au niveau de la communauté. La moyenne de la quantité d'eau globale par personne par jour reste faible soit 11 litres.

En termes d'assainissement

L'étude de base a conclu un faible accès des répondants à des services d'assainissement même si la majorité de toilettes sont de types améliorés. Le grand problème reste celui de partage des toilettes avec différents ménages au sein ou en dehors de la parcelle en termes de genre. Il y a 14% de ménages dont les femmes sont chefs de ménages et 54% de ménages dirigés par les hommes qui disposaient des toilettes améliorées.

L'utilisation de l'eau et du savon partant de cinq moments clés de lavage des mains reste encore très faible avec seulement 10% des ménages disposant de dispositif de lavage des mains et où nous avons seulement 7% des stations avec de l'eau et du savon.

Connaissances sur le secteur de l'eau et de l'assainissement

Une proportion faible de répondants aurait participé les 12 derniers mois dans une activité de recherche et la majorité était impliquée au niveau de la collecte des données. Prendre part à une restitution semble aussi minime et le canal le plus utilisé reste le forum public.

Une faible connaissance des droits et devoirs sur l'eau a été observée. Néanmoins, nous avons trouvé que payer l'eau consommée reste le devoir le plus connu et accéder à une eau de qualité est le droit légitime avec le plus grand score.

Les données démontrent une confiance faible de répondants aux fournisseurs de services (eau et assainissement) à leur préoccupation et sur l'échelle de 1 à 10 la moyenne est de 4 ce qui confirme ce niveau faible dans cette confiance.

Une partie des plaintes soumises par les membres de la communauté ont eu de retour d'informations et réponses et la majorité de retour était satisfaisante pour ce qui concerne l'eau.

RECOMMANDATIONS

Concernant l'accès à l'eau :

- Soutenir les opérateurs d'eau afin d'étendre leurs services de manière à rehausser le nombre de personnes afin qu'elles puissent avoir un accès basique ;
- Réaliser des tests avancés de la qualité de l'eau afin de confirmer les défis identifiés dans l'étude de base, notamment la présence de la boue dans l'eau consommée, l'odeur et le goût.

Concernant l'assainissement :

- Soutenir les institutions ou les initiatives qui promeuvent l'accès à l'assainissement de base amélioré au niveau individuel ou communautaire ;
- Cibler des ménages avec femmes comme chefs de ménage pour les sensibilisations liées à l'importance de disposer et d'utiliser des latrines améliorées.

Connaissance autour du secteur de l'eau :

- Assurer une stratégie de diffusion des résultats des études et recherches qui seront menées par l'Activité, basée sur les préférences et des méthodologies spécifiques ;
- Assurer d'impliquer et de tenir compte des avis des membres de la communauté sur les différentes évaluations et recherches prévues par l'Activité.

Concernant les mécanismes de plaintes :

- Soutenir les fournisseurs de services d'eau à disposer et à vulgariser des mécanismes formels de collecte, traitement et retour de doléances et feedbacks, en tenant compte des avis des communautés mentionnées dans la section afférente dans les résultats ;
- Faire un suivi régulier pour assurer que le système de feedback fonctionne correctement ;
- Mettre en place des mécanismes des gestions de feedbacks et doléances au niveau communautaire.

CONTACT

Lamine KEÏTA

Directeur du suivi, évaluation, recherche et apprentissage pour
l'Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID
lkeita@mercycorps.org

Pour tout commentaire, plainte ou suggestion, concernant un projet mis en œuvre par Mercy Corps dans votre village, quartier, ville, contactez-nous :

En appelant GRATUITEMENT au

082-119-0013

084-255-3444

Du lundi au vendredi de 8h00- 17h00

En utilisant votre numéro VODACOM.

En utilisant l'adresse e-mail suivante : suggestionsrdc@mercycorps.org

En vous approchant de **tout membre de l'équipe Mercy Corps** dans votre village/Quartier/ville.



Bureau/Office National
2 Avenue Parallèle,
Goma, Nord-Kivu, RDC
<https://drc.mercycorps.org/>

Ce document est rendu possible grâce au soutien du peuple Américain à travers l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de ce document relève de la responsabilité de Mercy Corps et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des Etats-Unis.